

Communiqué



Montreuil le 01 octobre 2026

Soutien total aux lycéens et étudiant·es mobilisé·es Stop à la répression policière contre la jeunesse

Depuis le 18 septembre, la jeunesse scolarisée se lève. Plus de 300 lycées ont été bloqués le 29 septembre ; les universités rejoignent le mouvement. La Fédération nationale de l'Équipement et de l'Environnement CGT apporte son soutien plein et entier aux lycéennes, lycéens et étudiant·es mobilisé·es. Elle condamne sans réserve les violences policières exercées contre eux.

Des revendications légitimes

Ce que demandent les lycéens n'a rien d'excessif : des professeurs remplacés quand ils sont absents, des classes moins chargées, des emplois du temps vivables, des infirmières, des AESH, des personnels de vie scolaire en nombre suffisant. Ils demandent aussi des bâtiments où l'on peut étudier sans geler l'hiver ni suffoquer l'été, et la fin du tri social organisé par Parcoursup.

Les étudiant·es portent la même exigence : des places à l'université pour chaque bachelier, des moyens pour des établissements dont la majorité est en déficit, le maintien des APL. Avec l'Union syndicale lycéenne, l'Union étudiante et l'UNEF, la FNEE-CGT fait sienne la revendication d'un financement massif des lycées et des universités.

Ces revendications ne sont pas nouvelles. Elles sont le produit de quinze ans d'austérité appliquée aux services publics. Les agents de notre ministère connaissent ce mécanisme : c'est le même qui vide nos services.

Passoires et bouilloires thermiques : une question qui nous concerne directement

La moitié des lycées a été construite avant 1970. Près de 90 % des établissements scolaires ne répondent pas aux normes basse consommation. Dans une France à +4 °C, le nombre de jours de vague de chaleur sera multiplié par dix. Les lycéens qui décrivent des salles « intenables » en juin et des radiateurs éteints en janvier ne parlent pas de confort : ils parlent de l'adaptation au changement climatique, qu'on leur refuse.

Rénover le bâti scolaire, ce n'est pas seulement un chèque aux collectivités. Il faut des services publics capables de diagnostiquer, programmer, contrôler et accompagner les travaux. Cette capacité, ce sont les agents du CEREMA, des DDT(M), des DREAL et de Météo-France qui la portent, quand on leur en laisse les moyens. Or ces services sont saignés depuis quinze ans, et l'État fait faire ce qu'il ne sait plus faire.

La FNEE-CGT défend un ministère opérateur, doté d'une ingénierie publique à la hauteur. La revendication lycéenne de rénovation thermique est aussi la nôtre. Elle rejoint celle que portent depuis 2025 la CGT Educ'Action et l'Alliance écologique et sociale.

Des lycéens face à la police : la réponse d'un pouvoir qui n'écoute pas

À des élèves qui réclament des professeurs, le gouvernement a envoyé des policiers. Le 30 septembre, 625 personnes ont été interpellées en une seule journée. À Saint-Ouen-l'Aumône, un lycéen a été blessé au visage par un tir. À Tours, un autre a été hospitalisé, blessé à la tête. L'IGPN est saisie de trois enquêtes, à Sevran, Saint-Ouen-l'Aumône et Tours. Des avocats des barreaux de Paris et de Seine-Saint-Denis portent plainte pour des violences disproportionnées contre des manifestants mineurs.

Le ministre de l'Intérieur parle de « violences urbaines ». C'est un choix politique : celui de transformer une revendication

sociale en question d'ordre public, pour ne pas avoir à y répondre. La FNEE-CGT le refuse. Les faits isolés commis aux abords de certains établissements ne justifient ni le gazage de mineurs, ni les tirs, ni les interpellations de masse. La FNEE-CGT exige que toute la lumière soit faite sur les blessures infligées aux lycéens, que les responsables en répondent, et qu'aucune sanction ne frappe les élèves pour leur participation au mouvement.

Nos exigences

1. l'arrêt immédiat de la répression contre les lycéens et étudiant·es mobilisé·es, et l'abandon des poursuites liées au mouvement ;
2. un financement massif des lycées et des universités, avec les recrutements de personnels correspondants ;
3. un plan national de rénovation écologique du bâti scolaire, financé par l'État, adossé aux projections climatiques de référence ;
4. le renforcement des effectifs du CEREMA, des DDT(M) et des DREAL pour conduire cette rénovation en maîtrise publique ;
5. la fin de Parcoursup et de la sélection à l'entrée de l'université.

La FNEE-CGT appelle ses syndicats et ses militant·es à se tenir aux côtés des lycéens et des étudiant·es, notamment lors de la journée d'action du mardi 6 octobre, et à participer aux initiatives unitaires organisées localement.

La jeunesse ne demande pas la charité. Elle demande un service public à la hauteur. C'est le même combat que le nôtre.

CONTACT | Ivan Candé – 06 62 44 19 63
| fd.equipement@cgt.fr |